

## ANNEXE III

33482

MONITEUR BELGE — 19.06.2007 — BELGISCH STAATSBLAD

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un crédit non dissocié de 424.000 euros est prélevé du crédit provisionnel inscrit au programme 03-41-1 (allocation de base 41.10.01.01) du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2006 et est transféré à l'allocation de base 21.01.1207 (93) de la section 14 — Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget,  
Mme Fr. VAN DEN BOSSCHE

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een niet gesplitst krediet van 424.000 euro wordt afgenomen van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 03-41-1 (basisallocatie 41.10.01.01) van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2006 en wordt overgeheveld naar de basisallocatie 21.01.1207 (93) van de sectie 14 — Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
Mevr. Fr. VAN DEN BOSSCHESERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 2558

[C — 2007/15092]

3 JUIN 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1993 portant création de la Commission Femmes et Développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1993 portant création de la Commission Femmes et Développement;

Considérant la nécessité d'adapter les modalités de fonctionnement de la Commission Femmes et Développement, afin qu'elle soit mieux à même de remplir ses missions;

Considérant la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, notamment l'article 8, 1<sup>o</sup>;

Considérant la nécessité d'actualiser les concepts et la terminologie relative à l'égalité entre les femmes et les hommes afin qu'ils correspondent à ceux utilisés par la communauté internationale et par la coopération internationale belge au développement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 avril 2007;

Vu l'avis 42.833/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 14 décembre 1993 portant création de la Commission Femmes et Développement, les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Direction ».

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La Commission a pour objectif de contribuer à accroître l'égalité entre femmes et hommes dans le cadre de la politique belge de coopération au développement.

Cette égalité de genre nécessite notamment :

1<sup>o</sup> l'amélioration des conditions de vie et de la position sociale des femmes dans les pays en développement;

2<sup>o</sup> la promotion de leurs droits civils, économiques, sociaux et politiques;

3<sup>o</sup> la protection de leur intégrité morale et physique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 2558

[C — 2007/15092]

3 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1993 houdende oprichting van de Commissie Vrouwen en Ontwikkeling

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1993 houdende oprichting van de Commissie Vrouwen en Ontwikkeling;

Gelet op het feit dat het noodzakelijk is de werkingsmodaliteiten van de Commissie Vrouwen en Ontwikkeling aan te passen om haar beter in staat te stellen haar taken te vervullen;

Gelet op de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, inzonderheid op artikel 8, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het feit dat het noodzakelijk is de concepten en terminologie over de gelijkheid van mannen en vrouwen te actualiseren om ze te laten aansluiten bij deze die gebruikt worden door de internationale gemeenschap en de internationale Belgische samenwerking;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën, gegeven op 31 januari 2007;

Gelet op de akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 april 2007;

Gelet op het advies 42.833/4 van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 december 1993 houdende oprichting van de Commissie Vrouwen en Ontwikkeling, worden de woorden « het Bestuur » vervangen door de woorden « de Directie ».

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De Commissie heeft als doel bij te dragen tot een grotere gelijkheid tussen vrouwen en mannen in het kader van het Belgische ontwikkelingsbeleid.

Deze gendergelijkheid impliceert voornamelijk :

1<sup>o</sup> de verbetering van de levensomstandigheden en van de sociale positie van de vrouwen in de ontwikkelingslanden;

2<sup>o</sup> de bevordering van hun burgerlijke, economische, sociale en politieke rechten;

3<sup>o</sup> de bescherming van hun morele en fysieke integriteit;

4° l'application des conventions et déclarations internationales qui visent à éliminer toute forme de discrimination, en particulier celle liée au genre. ».

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« La Commission a pour mission :

1° de conseiller le Ministre dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de coopération au développement, en ce qui concerne ses implications pour l'égalité de genre, tant dans les pays partenaires que vis-à-vis des différents acteurs de la coopération, et les diverses modalités de l'aide octroyée par la Belgique;

2° d'émettre et de diffuser de sa propre initiative ou à la demande du Ministre, des avis et recommandations sur des questions relatives à l'égalité de genre dans la coopération au développement;

3° de soutenir la réflexion et les initiatives dans le domaine de l'égalité de genre par l'échange d'informations, la coordination, la concertation ou la mise en réseau;

4° d'exercer un plaidoyer politique et de sensibiliser tant les décideurs politiques que l'opinion publique à l'égalité de genre, tant dans le cadre des programmes de coopération que de l'éducation au développement en Belgique. ».

2° dans l'alinéa 3, les mots « ou le Secrétaire d'Etat » sont supprimés.

**Art. 4.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. La Commission est composée de vingt-quatre membres nommés en raison de leur compétence dans le domaine ressortissant à la mission de la Commission.

Quatorze membres effectifs et quatorze membres suppléants sont nommés par le Ministre et comprennent :

1° deux membres effectifs et deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés par 11.11.11, Koepel van de Vlaamse Noord-Zuid Beweging;

2° deux membres effectifs et deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés par le Centre National de Coopération au Développement (C.N.C.D.);

3° deux membres effectifs et deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés par le Nederlandstalige Vrouwenraad (N.V.R.);

4° deux membres effectifs et deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés par le Conseil des Femmes Francophones de Belgique (C.F.F.B.);

5° deux membres effectifs et deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés par le Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française (C.I.U.F.);

6° deux membres effectifs et deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés par le Vlaamse Interuniversitaire Raad (V.L.I.R.);

7° deux membres effectifs et deux membres suppléants, appartenant à la Direction Générale de la Coopération au Développement du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, et dont le mandat auprès de la Commission est explicitement reconnu comme faisant partie de leur fonction.

Les dix autres membres sont cooptés par les membres visés à l'alinéa 2 en qualité d'experts, en raison de leur compétence ou de leur qualification dans le domaine "genre et développement". Ces experts sont présentés par au moins deux membres de la Commission et sont élus à la majorité des deux tiers.

§ 2. Participent aux réunions de la Commission, sans voix délibérative et sans que leur présence ne soit prise en compte pour la détermination du quorum des présences :

1° la personne en charge du genre à la Direction Générale de la Coopération au Développement du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

2° la personne en charge du genre à la SA Coopération Technique Belge (CTB);

3° la personne en charge du genre à la cellule stratégique du ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions.

4° de toepassing van de internationale verdragen en verklaringen die de uitbanning van elke vorm van discriminatie beogen, inzonderheid van genderdiscriminatie. ».

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen als volgt :

« De taak van de Commissie bestaat erin :

1° adviezen te verstrekken aan de Minister bij de voorbereiding en de uitvoering van het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking, met betrekking tot de uitwerking ervan op de gendergelijkheid, zowel in de partnerlanden alsook ten opzichte van de verschillende actoren van de ontwikkelingssamenwerking en met betrekking tot de verschillende modaliteiten van de door België verstrekte hulp;

2° op eigen initiatief of op vraag van de Minister adviezen en aanbevelingen uit te brengen en te verspreiden over vraagstukken met betrekking tot gendergelijkheid in de ontwikkelingssamenwerking;

3° de gedachtewisseling en initiatieven op het gebied van gendergelijkheid te ondersteunen door het uitwisselen van informatie, coördinatie, overleg of netwerking;

4° een politiek pleidooi te houden en de zowel de politieke beleidsmakers als de publieke opinie te sensibiliseren met betrekking tot gendergelijkheid, zowel in het kader van de programma's van de ontwikkelingssamenwerking als in het kader van ontwikkelingsopvoeding in België. ».

2° in lid 3 vervallen de woorden « of de Staatssecretaris ».

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. De Commissie bestaat uit vierentwintig leden, die aangesteld worden op grond van hun deskundigheid op het gebied dat tot de opdracht van de Commissie behoort.

Veertien werkende leden en veertien plaatsvervangende leden worden benoemd door de Minister, van wie :

1° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen onder de kandidaten die door 11.11.11., Koepel van de Vlaamse Noord-Zuid Beweging, worden voorgedragen;

2° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen onder de kandidaten die door het Centre National de Coopération au Développement (C.N.C.D.), worden voorgedragen;

3° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen onder de kandidaten die door de Nederlandstalige Vrouwenraad (N.V.R.), worden voorgedragen;

4° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen onder de kandidaten die door de Conseil Francophone des Femmes Francophones de Belgique (C.F.F.B.), worden voorgedragen;

5° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen onder de kandidaten die door de Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française (C.I.U.F.), worden voorgedragen;

6° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen onder de kandidaten die door de Vlaamse Interuniversitaire Raad (V.L.I.R.), worden voorgedragen;

7° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden, die deel uitmaken van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, en waarvan de opdracht bij de Commissie uitdrukkelijk deel uitmaakt van hun functie als ambtenaar.

De tien andere leden worden als deskundigen gecoöpteerd door de leden bedoeld in het tweede lid, op grond van hun bevoegdheid of kwalificatie op het gebied van "gender en ontwikkeling". Deze deskundigen worden voorgedragen door tenminste twee leden van de Commissie en worden verkozen bij tweederde meerderheid.

§ 2. Aan de vergaderingen van de Commissie nemen deel, zonder stemgerechtigd te zijn en zonder dat hun aanwezigheid meegeteld wordt voor het bepalen van het vereiste aantal aanwezige leden :

1° de persoon die belast is met de genderproblematiek bij de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

2° de persoon die belast is met de genderproblematiek bij de NV Belgische Technische Coöperatie (BTC).

3° de persoon die belast is met de genderproblematiek bij de strategische cel van de Minister die bevoegd is voor ontwikkelingssamenwerking

§ 3. La Commission, par sa composition, est un espace de concertation entre les niveaux de décision politique, les administrations en charge de la coopération au développement et la société civile.

§ 4. La Commission s'efforce d'associer à ses travaux comme experts des personnes des pays du Sud. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. La durée du mandat des membres de la Commission est de quatre ans, renouvelable. ».

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Direction »;

2° le texte de l'article 6 est complété comme suit : « du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ».

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, les mots « une fois » sont supprimés.

Art. 8. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le président est assisté par un Bureau Exécutif composé du président, des vice-présidents, de trois membres de la Commission élus en son sein et d'un secrétaire permanent.

Le Bureau Exécutif soumet à la Commission le programme annuel d'activités, concrétise le plan de travail, coordonne les travaux de la Commission et des sections ou des groupes de travail et formule les tâches à effectuer par le secrétariat permanent. ».

Art. 9. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Le secrétariat permanent est assuré par deux membres du personnel, dont au moins un de niveau A et un dans chaque rôle linguistique, de la Direction Générale de la Coopération au Développement du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Le nombre de membres pourra être augmenté en fonction du volume des activités.

Les membres du secrétariat permanent sont distincts des membres de la Commission représentant la Direction Générale de la Coopération au Développement du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

§ 2. Le secrétariat permanent est chargé de la préparation et du suivi des travaux de la Commission et du Bureau exécutif. ».

Art. 10. A l'article 11 du même arrêté, les mots « sont présidés par un membre du Bureau » sont remplacés par les mots « sont coordonnés par le Bureau Exécutif ».

Art. 11. A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Avant le 31 mars de chaque année » sont remplacés par les mots « Chaque année »;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit : « et transmis au Parlement ».

Art. 12. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Pour autant qu'ils n'appartiennent pas à une administration de l'Etat, des Régions ou des Communautés, à une cellule stratégique ou à un organisme d'intérêt public, les membres de la Commission, du Bureau Exécutif, des sections ou groupes de travail ainsi que les experts ont droit à un jeton de présence de 25 euros par séance.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également au jeton de présence visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il est rattaché à l'indice-pivot 104.14 (base 2004= 100)

§ 3. De Commissie is op grond van haar samenstelling een plaats van overleg tussen de verschillende besluitvormingsniveaus, de administraties belast met de ontwikkelingssamenwerking en het maatschappelijke middenveld.

§ 4. « De Commissie streeft ernaar personen uit het Zuiden als deskundigen bij haar werkzaamheden te betrekken. ».

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De ambtstermijn van de Commissieleden bedraagt vier jaar en is hernieuwbaar. ».

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « het Algemeen Bestuur van de » woorden vervangen door de woorden « de Directie »;

2° de tekst van artikel 6 wordt aangevuld met de woorden « van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking »

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit vervalt het woord « eenmaal ».

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9 De voorzitter wordt bijgestaan door een Uitvoerend Bureau, dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitters, drie leden van de Commissie, die uit de leden worden gekozen, en een vast secretariaat.

Het Uitvoerend Bureau legt aan de Commissie het jaarprogramma van de activiteiten voor, geeft vorm aan het werkplan, coördineert de werkzaamheden van de Commissie en van de afdelingen of werkgroepen en omschrijft de taken van het vast secretariaat. ».

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. Het vaste secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door twee personeelsleden, waarvan minstens één van niveau A en één van elke taalrol, van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

Het aantal leden kan in verhouding tot het activiteitsvolume worden verhoogd.

De leden van het vast secretariaat zijn niet dezelfde als de leden van de Commissie die de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking vertegenwoordigen.

§ 2. Het vast secretariaat zorgt voor de voorbereiding en de follow-up van de werkzaamheden van de Commissie en het Uitvoerend Bureau. »

Art. 10. In artikel 11 van het koninklijk besluit worden de woorden « deze worden voorgezeten door een lid van het Bureau » vervangen door de woorden « deze worden gecoördineerd door het Uitvoerend Bureau. »

Art. 11. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In lid 1 worden de woorden « Vóór 31 maart van elk jaar » vervangen door de woorden « Elk jaar »;

2° lid 2 wordt aangevuld met de woorden « en toegezonden aan het Parlement ».

Art. 12. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. Voor zover zij niet behoren tot een Rijksbestuur, een Gewest of een Gemeenschap, een beleidsceel of een instelling van openbaar nut, krijgen de leden van de Commissie, van het Uitvoerend Bureau, van de afdelingen of de werkgroepen, evenals de deskundigen, een presentiegeld van 25 euro per zitting.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van de federale overheidsdiensten is ook van toepassing op het in lid 1 bedoeld presentiegeld. Het is gekoppeld aan de spilindex 104.14. (basis 2004 = 100)

§ 2. Les membres de la Commission, du Bureau Exécutif, des sections ou groupes de travail ainsi que les experts ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour conformément aux dispositions respectivement de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des services publics fédéraux.

Pour l'application de ces arrêtés royaux, les membres qui ne sont pas fonctionnaires sont assimilés à des fonctionnaires revêtus de la classe A1.

§ 3. Les frais réels engagés par les présidents des sections ou groupes de travail doivent être justifiés et sont remboursés selon les modalités fixées par le Règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Les frais de fonctionnement couvrent les dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la mission dévolue à la Commission, y inclus le recours éventuel à des spécialistes extérieurs. ».

Art. 13. Notre ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,  
A. DE DECKER

§ 2. De leden van de Commissie, van het Uitvoerend Bureau, van de afdelingen of de werkgroepen, evenals de deskundigen, krijgen hun reis- en verblijfskosten vergoed in overeenstemming met het bepaalde in respectievelijk het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel van de federale overheidsdiensten

Voor de toepassing van deze koninklijke besluiten worden de leden die geen ambtenaar zijn, gelijkgesteld met ambtenaren van klasse A1.

§ 3. De effectieve kosten die zijn gemaakt door de voorzitters van de afdelingen of werkgroepen moeten worden gerechtvaardigd. Ze worden terugbetaald in overeenstemming met de modaliteiten bepaald in het huishoudelijk reglement.

§ 4. De werkingskosten dekken de uitgaven die worden gedaan om de opdracht van de Commissie uit te voeren. Hieronder valt ook de eventuele inschakeling van externe specialisten. ».

Art. 13. Onze minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,  
A. DE DECKER

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2559

[C — 2007/03204]

3 JUIN 2007. — Arrêté royal portant exécution des articles 154bis, alinéa 3, et 275<sup>1</sup>, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment les articles :

— 154bis, inséré par la loi du 3 juillet 2005 et modifié par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et par la loi du 17 mai 2007;

— 275<sup>1</sup>, inséré par la loi du 3 juillet 2005 et modifié par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et par la loi du 17 mai 2007;

Vu l'AR/CIR 92, notamment l'article 95<sup>1</sup>, inséré par l'arrêté royal du 22 août 2006 et modifié par les arrêtés royaux des 21 décembre 2006 et 12 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 avril 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que la loi du 17 mai 2007 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008 prévoit que dans le cadre des avantages fiscaux octroyés pour des heures prestées comme travail supplémentaire, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, majorer en fonction de la hauteur du sursalaire, avec des maxima, le pourcentage de la réduction d'impôt pour les rémunérations des travailleurs et le pourcentage de la dispense de versement du précompte professionnel pour certains employeurs;

— qu'il a été convenu dans l'accord interprofessionnel de fixer ces pourcentages aux maxima prévus dans la loi précitée, pour les rémunérations relatives aux heures prestées comme travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 1<sup>er</sup> avril 2007;

— que le présent arrêté ne fait que finaliser au niveau réglementaire la transposition légale voulue par le législateur de ce qui a été convenu dans l'accord interprofessionnel 2007-2008;

— qu'il doit donc être pris d'urgence;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 2559

[C — 2007/03204]

3 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 154bis, derde lid, en 275<sup>1</sup>, vierde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op de artikelen :

— 154bis, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005 en gewijzigd bij de programmawet (I) van 27 december 2006 en de wet van 17 mei 2007;

— 275<sup>1</sup>, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005 en gewijzigd bij de programmawet (I) van 27 december 2006 en de wet van 17 mei 2007;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op artikel 95<sup>1</sup>, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 augustus 2006 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 december 2006 en 12 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 april 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 april 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008 bepaalt dat in het kader van de fiscale voordelen die worden verleend voor de uren die als overwerk worden gepresteerd, de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit het percentage van de belastingvermindering voor de bezoldigingen van werknemers en het percentage van de vrijstelling inzake doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor bepaalde werkgevers kan verhogen, rekening houdend met bepaalde maxima in functie van de hoogte van de overwerktoeslag;

— dat in het interprofessioneel akkoord werd overeengekomen om deze percentages vast te stellen op de in de voormelde wet bepaalde maxima voor de vanaf 1 april 2007 betaalde of toegekende bezoldigingen betreffende uren die als overwerk zijn gepresteerd;

— dat dit besluit louter het sluitstuk vormt op reglementair vlak van de omzetting in wettelijke bepalingen, zoals gewild door de wetgever, van wat werd overeengekomen in het interprofessioneel akkoord 2007-2008;

— dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;